

ATELIER RÉGIONAL SUR LE COMMERCE ÉLECTRONIQUE



Etat de préparation du Burkina Faso au commerce électronique

Madame ZONGO/SANON Lydie

**Directrice de la Promotion du Commerce Electronique
Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat**

Plan

Introduction

- 1. Evaluation de l'état de préparation et formulation de stratégies**
- 2. Infrastructures TIC et services**
- 3. Logistique du commerce et facilitation des échanges**
- 4. Solutions de paiement**
- 5. Cadre juridique et réglementaire**
- 6. Développement des compétences en commerce électronique**
- 7. Accès au financement**

Conclusion

Introduction (1/1)

- CNUCED, juin-septembre 2018 (initiative e-trade for all)
 - Requête du Burkina Faso à la CNUCED
 - Etude très participative (secteurs public, privé, société civile, PTF, consultant national)
 - 4 étapes
- ✓ **1^{ère} étape:** Cartographie des acteurs, recherche documentaire;
- ✓ **2^{ème} étape:** diffusion et renseignement des questionnaires en ligne;
- ✓ **3^{ème} étape:** Consultations avec les parties prenantes à Ouagadougou du 25 au 29 juin 2018;
- ✓ **4^{ème} étape:** Rédaction du rapport par le consultant international et validation;
- Lancement du rapport

Evaluation de l'état de préparation et formulation de stratégies (1/4)

Avancées

- Burkina Faso: 128/144 (indice du commerce électronique B2C 2017 de la CNUCED)
- Existence d'un certain nombre de documents de stratégie
- ✓ Cyber stratégie nationale 2004/ Stratégie Nationale de Développement de l'Economie Numérique (avril 2018; 2018-2027);
- ✓ trois cyberstratégies sectorielles (e-commerce, e-éducation ,e-gouvernement);
- ✓ Plan national de développement économique et social (politique sectorielle commerce et services marchands (2018-2027); (un des résultats attendus de l'objectif spécifique relatif à la promotion des services de communication est: les services du e-commerce sont développés);

Evaluation de l'état de préparation et formulation de stratégies (2/4)

Avancées

- En matière de digitalisation des services publics
 - ✓ le guichet virtuel unique de l'administration publique;
 - ✓ L'inscription en ligne aux concours de la fonction publique
 - ✓ La télé-déclaration des impôts;
 - ✓ Le SYLVIE pour le dédouanement électronique;
 - ✓ Le paiement mobile des factures d'eau et d'électricité

Evaluation de l'état de préparation et formulation de stratégies (3/4)

Avancées

- Au plan institutionnel
 - ✓ Ministère du Développement de l'Economie Numérique et des Postes
 - ✓ L'agence Nationale de promotion des TIC
 - ✓ L'Agence Nationale de Sécurisation des systèmes d'information
 - ✓ Direction de la Promotion du Commerce Electronique
 - ✓ Semaine Nationale de l'Internet
 - ✓ Salon e-commerce Ouaga
 - ✓ Salon Business On Technology

Evaluation de l'état de préparation et formulation de stratégies (4/4)

Défis et perspectives

- Cadre de concertation public, privé, société civile
- Données statistiques sur le commerce électronique;
- Prise en compte du commerce électronique dans les sujets évoqués lors de la rencontre Gouvernement-Secteur privé.

Recommandations

- Mettre en place le cadre de concertation et le doter de ressources ;
- Créer l'Observatoire du numérique (chargé de la production et vulgarisation de données sur l'économie numérique et le commerce électronique);

Infrastructures TIC et services (1/3)

Avancées

- Existence de grand projets de développement des infrastructures TIC notamment le projet e-Burkina, le projet G-Cloud, le projet Back Bone National et le PRICAO,
- Trois opérateurs dans le secteur des télécommunications: Orange Burkina, ONATEL/TELMOB, TELECEL Faso;
- Forte pénétration de la téléphonie mobile (taux de pénétration estimé à 80%);
- Emergence des entreprises actives dans le domaine du e-commerce (Rigo Faso, Afromania, Bonbiz, Ticanalyse, Digitsaar, Baoré etc.);

Infrastructures TIC et services (2/3)

Défis et perspectives

- Accroître le taux de pénétration de l'internet (actuellement à 20%);
- Améliorer la qualité de service;
- Réduire les coûts de connexion à internet.

Recommandations

- Encourager les investissements dans le sens d'une plus grande mutualisation des infrastructures publiques et privées ;

Infrastructures TIC et services (3/3)

Recommandations (suite)

- Définir un plan national de développement et de diffusion du haut-débit et du très haut-débit;
- Renforcer la veille du régulateur sur la QDS des opérateurs;

Logistique du commerce et facilitation des échanges (1/2)

Avancées

- Existence des compagnies de transport pour l'acheminement au niveau national (STAF, TSR, TCV, etc.);
- Existence des sociétés telles que: SONAPOST, DHL, Chronopost;
- Existence d'un comité national de facilitation des échanges.

Défis et perspectives

- Développement des infrastructures routières;
- Le coût de l'expédition à l'international;
- Le système d'adressage.

Logistique du commerce et facilitation des échanges (2/2)

Recommandations

- Poursuivre le projet national d'adressage;
- Envisager des solutions de réduction des coûts de l'expédition à l'international;

Solution de paiement (1/2)

Avancées

- Existence d'un secteur financier dominé par les banques et les IMF;
- Solutions de paiement électronique essentiellement limités aux moyens offerts par les opérateurs de téléphonies mobiles: Orange money, Mobicash;
- Ouverture du secteur financier au numérique à travers la banque mobile (ex: ecobank digital, le portemonnaie électronique "yup" de SGBF, tagpay de Coris Bank);
- La finalisation en cours de la Stratégie Nationale de Finance Inclusive (2018-2022);

Défis et perspectives

- Lancement de la plateforme SwagPay;
- La bancarisation (taux de bancarisation 23%);
- Réorienter les paiements du/au Gouvernement (salaires, pensions, subventions, impôts et taxes) vers les canaux mobiles.

Solution de paiement (2/2)

Recommandations

- Faciliter la numérisation des modes de paiement vers le - ou du – Gouvernement;
- Supprimer les contraintes inhérentes au paiement marchand;
- Sensibiliser les utilisateurs à la facilité d'utilisation et aux avantages des modes de paiement électroniques.

Cadre juridique et réglementaire (1/3)

Avancées

- Loi n° 045-2009/AN du 10 novembre 2009 portant réglementation des services et des transactions électroniques au Burkina Faso;
- Loi n° 011-2010/AN du 30 mars 2010 portant réglementation de la gestion des noms de domaine sous le domaine de premier niveau.bf ;
- Loi n° 010-2004/AN du 20 avril 2004 portant protection des données à caractère personnel ;
- Loi n° 016-2017/AN du 27 avril 2017 portant organisation de la concurrence ;
- Loi n° 032-99/AN du 22 décembre 1999 portant protection de la propriété littéraire et artistique, en cours de révision ;
- Loi 061-2008/AN portant réglementation générale des réseaux et services de communications électroniques au Burkina Faso .

Cadre juridique et réglementaire (2/3)

Défis et perspectives

- Poursuivre la finalisation du projet de loi sur la répression de la cybercriminalité;
- Actualiser et renforcer le cadre juridique pour favoriser la confiance des acteurs du e-commerce;
- Ratifier la convention de l'UA sur la cybersécurité et la protection des données à caractère personnel;

Recommandations

- Adopter les textes favorisant le commerce électronique transfrontalier (par exemple la Convention des Nations Unies sur l'utilisation des communications électroniques dans les contrats internationaux);

Cadre juridique et réglementaire (3/3)

Recommandations (suite)

- Sensibiliser les consommateurs et les opérateurs de commerce électronique sur les dispositions existantes spécifiques pour la protection des consommateurs en ligne ;
- Accorder plus d'attention au traitement des données personnelles en prenant en compte les nouvelles normes internationales;

Développement des compétences en commerce électronique (1/2)

Avancées

- Existence de programmes de formation aux TIC (ingénierie des réseaux, développement web et applications) et de commerce et gestion;
- Existence d'incubateurs tels que :Beeogolab, SIRA LABS, KeoLid, Ouaga Lab, La Fabrique;
- Emergence d'une scène locale de start-up.

Défis et perspectives

- Nécessité d'adapter les formations aux besoins du commerce électronique;
- Nécessité de développer des modules de formation sur le e-commerce dans les universités et instituts.

Développement des compétences en commerce électronique (2/2)

Recommandations

- Renforcer les compétences du secteur public et des organisations d'appui au secteur privé pour mieux accompagner la croissance des start-up et leur structuration en entreprises;
- Appuyer les incubateurs de start-up et accélérateurs d'entreprises, en privilégiant la mutualisation des initiatives, la coopération entre structures

Accès au financement (1/2)

Avancées

- Existence d'un dispositif étatique de soutien aux start-up à hauteur de 15 millions d'euros sur la période (2017-2021);
- PTF dans le domaine des TIC et du numérique: ex: Banque mondiale

Défis et perspectives

- Nécessité de mettre en place des mécanismes de financement adapté au secteur du commerce électronique

Accès au financement (2/2)

Recommandations

- Envisager des solutions de crédit adaptées au secteur, comme par exemple la mise en place de facilités de crédit garanties par un tiers;
- Mettre en place un programme de renforcement des capacités des structures d'appui afin qu'elle puisse être en mesure de mieux accompagner les acteurs évoluant dans l'écosystème du numérique;
- Renforcer les capacités des porteurs de projets reposant sur les TIC à élaborer des plans d'affaires solides;

Conclusion (1/1)

- Le e-commerce est aujourd'hui incontournable;
- Il appartient aux différents pays de prendre des mesures fortes pour son développement;
- Dans ce sens la présente évaluation constitue une étape essentielle;
- Car elle pose les bases des futures interventions sur le e-commerce ainsi que les priorités;
- La mise œuvre des recommandations formulées dans le rapport permettra sans doute au e-commerce de prendre son envol au Burkina Faso,
- Le soutien des PTF est capital pour une mise en œuvre réussie.
- <http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/igo/>

Merci de votre attention!